

A l'attention de Monsieur Daniel Percheron,
Président de la Région Nord Pas de Calais, et de
Monsieur Dominique Bur,
Préfet de la Région Nord Pas de Calais

Le 10 novembre 2011

Objet : contribution au SRCAE du Nord-Pas de Calais

Monsieur le Président,
Monsieur le Préfet,

Nous sommes une société d'études et de recherches basée à Cassel, dont l'objectif social est « la nécessaire transition énergétique vers un système à faible impact environnemental, pérenne et accessible à tous ». Nous vous présentons ici notre contribution au SRCAE.

Nous tenons tout d'abord à vous féliciter pour les travaux en cours sur le schéma. Plusieurs dispositions nouvelles, en particulier les propositions « MP2 », « MP3 » et « MP4 » sur la question de « consommer moins » et « consommer mieux » montrent le chemin parcouru collectivement sur ces questions depuis les travaux du Grenelle de l'Environnement. A ces mesures, s'ajoute la « MP1 » sur les émissions en amont de nos consommations, de caractère plus technique mais essentiel pour mettre en place un système sobre en carbone.

Dans le reste du document, les objectifs de la région en termes climatiques s'alignent peu ou prou sur les objectifs de la France, avec des développements nombreux sur les chantiers du transport, de l'étalement urbain, du logement, de l'industrie.

Cependant, si ces développements sont bienvenus, le schéma ne nous propose pas une alternative compatible avec les exigences des scientifiques du GIEC, soit à court terme une baisse de 25% à 40% avant 2020, puis une baisse de nos émissions de GES des quatre cinquièmes et au-delà à l'horizon de 2050. Il est sans doute peu acceptable qu'aucun des scénarios n'atteigne ces niveaux, certes difficiles du point de vue de la situation politique présente, mais tout à fait jouables d'un point de vue technique. Si les changements climatiques sont « le problème le plus grave de l'humanité au XXIème siècle (N. Stern) », alors nous devons prendre les moyens nécessaires pour les contrer.

De plus, on peut ici avoir un doute sur les conditions de la mise en œuvre des mesures incluses jusqu'à présent dans le schéma. Une priorité des moyens, mais aussi des obligations plus réglementaires seront nécessaires. Un des problèmes ici est l'absence de

caractère contraignant du SRCAE sur ces thèmes, à la fois vis-à-vis des collectivités, des entreprises mais aussi de vos institutions elles-mêmes.

Nous tenons également à vous rappeler les contributions posées par le Comité de Liaison des Energies Renouvelables (CLER) dont nous sommes membres. En particulier pour le présent schéma régional, deux de ces textes seront particulièrement utiles et nous vous proposons de les annexer aux contributions au SRCAE :

Le bois énergie et la qualité de l'air sur :

http://www.cler.org/info/IMG/pdf/NoteCLER_bois_2011_vf.pdf

Le développement de l'éolien sur :

http://www.cler.org/info/IMG/pdf/NoteCLER_e_olien_2011_vf.pdf

Enfin, le développement des pompes à chaleur doit se faire suivant une logique d'efficacité et d'exigence de qualité que le document final devra appuyer plus :

http://www.cler.org/info/IMG/pdf/NoteCLER_PAC_2011_vf.pdf

Au-delà de ces remarques générales, nous tenons à souligner un point qui fait défaut dans le SRCAE de façon criante. Ce dossier qui nous semble primordial pour l'avenir économique et énergétique de notre région est celui de l'éolien off-shore. Notre région est en effet bordée par la seule côte française de la Mer du Nord. Dans cet espace maritime, un potentiel important de production éolienne commence à être capté. Des ensembles considérables d'éoliennes sont en cours de construction à moins de 100 km de nos côtes : Thanet sur la Tamise et Thornton Bank à l'embouchure sud de l'Escaut. Ces centrales font partie de la plus importante concentration d'éolien off-shore au monde, soit 100 000 MW programmées. Le barycentre de ces projets se trouve ainsi proche de notre côte. Ces programmes vont sans doute créer en Europe une industrie de 300 000 emplois ou plus, soit d'ici à vingt ans autant que l'éolien terrestre aujourd'hui en Europe. Une partie significative de ces emplois, de l'ordre de 40 000 selon nos pointages (voir www.ee-consultant.fr), sont accessibles aux industriels et aux professionnels français. Pour l'instant la partie la plus « franco-française » de ces emplois semble réservée aux ports de Nantes, Cherbourg et Le Havre. Pour ouvrir ce marché à nos industries, il est indispensable que la région accueille sur ses bancs de sable non utilisés par la navigation une ou plusieurs de ces centrales, et soit candidate dans le cadre des appels d'offre éolien offshore.

A cet enjeu industriel, s'ajoute un autre enjeu essentiel pour l'avenir énergétique de notre région. Il s'agit d'ouvrir la possibilité de se connecter et d'investir dans ce gisement immense d'électricité. Le taux d'énergie éolienne offshore pourrait selon les travaux commandités au niveau européen, dépasser 50% de la production électrique des pays riverains. Ce taux dépendra de plusieurs facteurs, comme les différentes formes de stockage ou d'effacement de productions, mais aussi de paramètres moins coûteux comme l'adaptation des réseaux de distribution ; une meilleure flexibilité de la demande ; du foisonnement des demandes entre pays et entre régions ; de la taille et de la profondeur des centres de consommation ; enfin, du caractère corrélé ou non des zones de production éolienne entre elles.

Pour les derniers critères cités, les derniers travaux scientifiques menés pour la Commission Européenne (par exemple le projet OffshoreGrid) montrent l'intérêt des échanges Nord-Sud plus que les liaisons Est-Ouest. Une bonne connexion entre le réseau Haute Tension français et les réseaux de la Mer du Nord va donc permettre d'augmenter fortement la contribution et les taux de l'électricité éolienne offshore. Ceci est une condition

importante en vue de la diversification des ressources électriques de notre pays, voire d'une sortie du nucléaire.

Les conditions de réalisation de cet objectif seront prochainement réunies. En effet, plusieurs des réacteurs de Gravelines atteignent ou ont atteint leur échéance de durée de vie et devront fermer. Or, ces réacteurs sont bien reliés aux axes de transport en haute tension du reste de notre pays. Nous disposerons donc bientôt d'un « terminal » électrique très adapté à cette énergie d'avenir.

La Commission Européenne et les instances concernées au niveau européen -comme l'organisation des réseaux ENTSOE, dont fait partie le français RTE- vont l'an prochain déterminer les plans d'un réseau électrique reliant les pays riverains de la mer du Nord. Ce « Supergrid » fait l'objet déjà de plusieurs projets de recherche et développement chez nos voisins avec le soutien de la Commission. Par exemple, il a été montré que ces liaisons vont diminuer fortement le coût global de la connexion des parcs de la mer du Nord si elles sont combinées avec les points de connexion.

Il est donc essentiel que soient mentionnés dans le SRCAE puis dans les documents type PPI, SRADT ou autre l'intention de nos institutions de mener les études et l'élaboration des textes réglementaires en vue de cette connexion. Dans la négociation qui s'ouvre, où la France est représentée comme riveraine de la Mer du Nord, il est crucial que les collectivités et l'Etat prennent position.

Nous sommes à votre disposition pour aider à ce qu'une formulation adaptée soit portée par les représentants de l'Etat et de nos collectivités, sur ce thème assez technique mais capital pour l'avenir de l'énergie dans notre région.

Dans cette attente, soyez assurés, Monsieur le Président, Monsieur le Préfet, de notre profond respect.

Pour E&E Consultant,

Le gérant, Antoine Bonduelle


E & E Consultant SARL
900, Vieux Chemin de Saint-Omer
F-59670 CASSEL
SIRET 48459901400012 TVA FR 48484599014